



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Crise agricole

Question au Gouvernement n° 32

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

Mme la présidente . La parole est à M. Benoît Biteau.

M. Benoît Biteau . Madame la ministre de l'agriculture, au début de l'année, la détresse des agriculteurs a ému l'ensemble des Français. La mobilisation à laquelle nous avons assisté était motivée par une sévère crise du revenu, que les mesures prises par le gouvernement précédent n'ont pas réglée.

Ce qui menace désormais la productivité de l'agriculture, la souveraineté alimentaire et le revenu des agriculteurs,...

M. Nicolas Meizonnet . C'est vous !

M. Benoît Biteauc'est le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS.*)

M. Jordan Guitten . C'est faux !

M. Benoît Biteau . La crise est structurelle et exige une réorientation profonde des politiques publiques afin de soutenir la bifurcation des pratiques vers des modèles plus résilients. Les agriculteurs méritent mieux que des mesures qui ne sont qu'un pansement sur une jambe de bois ! (*Mêmes mouvements.*)

Les épisodes météorologiques et sanitaires de cet été confirment cette analyse.

M. Nicolas Meizonnet . Vous détestez les agriculteurs !

M. Benoît Biteau . Ils plongent les agriculteurs dans une crise encore plus profonde et renforcent le caractère d'urgence des mesures à prendre avec audace et courage.

Quand mobiliserez-vous la réserve de crise agricole de l'Union européenne, outil de solidarité mutuelle des agriculteurs, pour indemniser non seulement les pertes liées à la fièvre catarrhale, à la maladie hémorragique, aux salmonelloses, à la grippe aviaire et à l'ensemble des souches pathogènes, mais aussi les pertes de revenus induites par des phénomènes annexes tels que la stérilité ou l'avortement, comme le réclamaient la semaine dernière les éleveurs au sommet de l'élevage de Cournon ?

En pleine réflexion sur la politique agricole commune (PAC), allez-vous enfin réinventer les modalités de soutien à l'agriculture pour être au rendez-vous de l'histoire en matière de climat et de biodiversité, mais aussi pour que

les deniers publics rémunèrent les pratiques vertueuses et sécurisent des revenus agricoles devenus trop aléatoires dans cette économie mondialisée ?

Sans ces décisions fondamentales et urgentes, l'agriculture, la souveraineté alimentaire, les paysans et leurs revenus seront les premières et principales victimes de la dette environnementale évoquée par M. le Premier ministre. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et SOC.)*

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt . Votre question embrasse un grand nombre de sujets. Vous avez évoqué tous les maux qui fondent en ce moment sur le monde agricole et sur les agriculteurs ; vous avez évoqué la crise de revenu, qui a provoqué des manifestations et des mobilisations il y a un an. Vous avez évoqué la nécessité de travailler à une meilleure souveraineté alimentaire – c'est fondamental.

M. Jean-François Coulomme. Exactement !

Mme Annie Genevard, ministre . Vous avez évoqué la crise climatique, la crise sanitaire... bref, tous les sujets que je suis amenée à traiter dans l'urgence au ministère, avec l'aide de l'ensemble de ses fonctionnaires et des membres de mon cabinet. Nous sommes pleinement mobilisés !

Permettez-moi de revenir sur quelques points. D'abord, il faut apporter des réponses, car le monde agricole traverse une véritable crise, celle de la perte de sens qui naît lorsque les agriculteurs ne se sentent pas soutenus par la nation, lorsqu'ils sont accusés de tous les maux et lorsque les problèmes auxquels ils sont confrontés ne sont pas réglés. Prenons l'exemple de la crise sanitaire : elle est majeure, elle est profonde, elle est grave ; elle touche tout notre territoire national et prend diverses formes, celle de la fièvre catarrhale ovine de sérotype 8 (FCO 8), celle de la FCO 3 ou celle de la maladie hémorragique épizootique (MHE) – mais vous savez tout cela par cœur.

Lors du sommet de l'élevage qui s'est tenu à Cournon, le Premier ministre a annoncé un plan d'action et de soutien massif à la filière ovine, qui est probablement, de toutes les filières d'élevage, celle qui souffre le plus. Ce plan comprend un fonds d'urgence de 75 millions d'euros, l'extension de la vaccination gratuite et volontaire pour l'ensemble des filières ovine et bovine contre la FCO 3, ainsi que la mobilisation du fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental (FMSE) pour aider les éleveurs confrontés à la FCO 10 et à la MHE.

Nous faisons toutefois face à un véritable problème de sécurité et de souveraineté sanitaire, car nous ne disposons pas de suffisamment de vaccins. Je veux toutefois vous assurer de la pleine mobilisation de mon ministère sur ces sujets. *(Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et DR.)*

Données clés

Auteur : [M. Benoît Biteau](#)

Circonscription : Charente-Maritime (2^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 32

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 10 octobre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 octobre 2024